

Le Compromis Historique avec les Islamistes :

Option ou obligation pour les Modernistes

Introduction :

Les profondes secousses populaires qui ont traversé certains pays arabes en 2011 ont annoncé le début d'une nouvelle ère historique non seulement pour les peuples de la région, mais aussi pour les peuples des régions limitrophes d'Europe, d'Afrique et d'Asie. La cartographie fixant les frontières des pays de la région et arrêtée depuis un siècle par les accords de Sykès- Picot entre la Grande Bretagne et la France est mise à l'épreuve et une nouvelle réorganisation de ces frontières se profile à l'horizon. Les événements de l'hiver et du printemps de 2011 ont fait chuter quatre (4) régimes dictatoriaux : le régime tunisien, le régime libyen, celui égyptien et finalement le régime yéménite. Le soulèvement populaire en Syrie a été dévoyé et transformé en guerre civile meurtrière et destructrice. Jusqu'aujourd'hui, seule la Tunisie connaît une transition démocratique plutôt réussie et avec le moins de dégât. La Libye est encore en plein chaos et risque la division. En Egypte, On assiste au retour en force du pouvoir des militaires. Le Yémen est en tenaille entre la guerre civile et l'agression ignominieuse de l'Arabie Saoudite. Mais ce que ces événements ont surtout mis à jour c'est la profondeur et l'étendue de l'emprise des mouvements islamiques de toute tendance sur les peuples de la région. L'Islam politique est aujourd'hui au pouvoir dans plusieurs pays de la région : en Iran, en Turquie, en Arabie Saoudite, les pays du Golfe et au Soudan. Le premier ministre marocain est un islamiste et son parti, le Parti de la Justice et du Développement (PJD) vient de remporter les législatives, haut la main. Le parti de la Nahdha, parti islamiste aussi est la première force politique en Tunisie. Les mouvements chiites en Irak et au Liban sont très puissants. Les mouvements islamiques sont en train de prendre le relai sur les mouvements modernistes des réformistes libéraux qui ont gouverné tout au long des cinquante dernières années qui ont succédé aux indépendances. Nous assistons donc aujourd'hui à une âpre lutte entre les modernistes et les islamistes dans toute la région, et même dans la sphère plus large du monde arabo-islamique englobant le Pakistan, l'Indonésie, la Malaisie et de certaines régions de l'Inde et du sud de la Russie. Le présent travail essaie de poser le problème de savoir si un compromis historique entre les modernistes et les islamistes est possible ou non. Et pour répondre à cette question nous prenons pour terrain d'étude et d'analyse l'expérience tunisienne que nous considérons comme une expérience médiane très significative et très proche du modèle standard de développement post indépendance des pays de la région.

CARTOGRAPHIE IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE DE LA TUNISIE

Le paysage politique et culturel de la Tunisie actuelle se compose de trois grandes écoles de pensées :

1/ L'école des modernistes (Les réformistes libéraux)

2/ L'école des islamistes (Les conservateurs)

3/ L'école de la gauche socialisante.

Les deux premiers courants (Modernistes et Islamistes) bénéficient d'une large base sociale alors que le courant idéologique de la gauche socialisante reste malgré tout un courant minoritaire, réservé aux élites. Les résultats des dernières élections législatives et présidentielles de 2014 ont bien illustré cette répartition tripartite.

Les adeptes du courant moderniste libéral se recrutent parmi les couches aisées de la bourgeoisie nationale des villes (Petite et Moyenne bourgeoisie) catégories sociales représentées aujourd'hui par la centrale patronale (L'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat : UTICA). Les représentants politiques et idéologiques de ces catégories étaient et restent encore regroupés principalement au sein du mouvement destourien : le Parti Constitutionnel Libéral, que ce soit dans la version de son premier fondateur Abdel Aziz Thâalbi ou celle du Néo-Destour de Habib Bourguiba, devenue sous Ben Ali « Rassemblement Constitutionnel Démocratique, RCD ». Aujourd'hui, ils sont partagés entre le Parti Nidaa Tounès, Machrouw Tounes (Le Parti du Projet de Tunisie) El Moubadara (l'Initiative), le nouveau Parti Libéral Destourien, Afek Tounès et Ettakatol.

Le courant islamiste (conservateur) s'est formé au départ, autour des notables religieux : les cheikhs de la Zitouna, les Imams des Mosquées et les Meddebs des Kouttabs. Après l'indépendance et au début des années 70 et à partir du réseau associatif formé par « l'Association de Conservation du Coran » va naître le Mouvement de la Tendance Islamique (MTI) qui donnera lui-même naissance au Parti de la Nahdha actuelle, affilié lui-même au mouvement international des Frères Musulmans. On assistera, au cours des années 80, à l'apparition de mouvements islamistes beaucoup plus radicaux et à droite de la Nahdha, comme Hizb Ettahrir (Le Parti de la Libération) et les courants salafistes avec leurs deux ailes : d'une part les Takfiristes Jihadistes partisans d'El Qaida et Daech (l'Etat de L'Irak et du Levant, l'EIL) appelant à la violence et à la guerre sainte, et d'autre part les salafistes pacifistes partisans du Prêche et de la Prédication (Le groupe Ettabligh Wa Eddawa). Une minorité d'intellectuels islamistes vont quitter les rangs du MTI et se regrouper autour de la Revue « 15/21 » pour former un courant islamiste progressiste de gauche qui appelle à un Islam tolérant, modéré et apte à s'adapter à la modernité, à la démocratie et au progrès social.

Dans une étude récente sur l'Islam Politique dans le monde arabo-musulman, le philosophe syrien Sadik Jalel El Azm énumère six courants principaux représentant ce vaste mouvement : (1) L'Islam Officiel d'Etat comme c'est le cas du Royaume Wahhabite Saoudien et de la République Islamique d'Iran, on l'appelle aussi l'Islam du Pétrodollar, (2) l'Islam des Frères Musulmans (puissante confrérie internationale), (3) le Mouvement Takfiriste Jihadiste tel El Qaida et Daech ou l'EIL, (4) l'Islam modéré des classes moyennes qui s'est concilié avec la Démocratie et la Laïcité, comme l'AKP de Turquie et le Mouvement de Hassan Tourabi au Soudan et le Parti de la Justice et le Développement (PJD) au Maroc et la Nahdha en Tunisie, on l'appelle aussi le Business-Islam, (5) L'Islamisme des mouvements de Libération Nationale tels Hizb Allah, Hamas et El Jihad El Islami, (6) La gauche Islamique telle le courant de la Revue « 15/21 » en Tunisie, les musulmans laïcs et les musulmans adeptes du Coran (dont le Doyen Mohamed Talbi est l'un des illustres représentants en Tunisie) (1)

(1) Sadek Jalel EL Azm : Texte de la Conférence donnée à Berlin en 2013, sous le titre : « La Laïcité et la Question Religieuse », rapportée par le site « Qantara pour le dialogue avec le Monde Islamique » <https://ar.qantarade/node/11612> - 2013

Quant au courant de la gauche socialisante, il est apparu au début du 20^{ème} siècle avec ses deux branches : --Une branche syndicale représentée au départ par la CGTT impulsée par Mohamed Ali El Hammi et Tahar Haddad , passant par l'expérience de Belgacem El Guenaoui, menée à la fin des années trente (entre les deux guerres), et arrivant à la naissance de la puissante centrale syndicale actuelle, l'Union Générale Tunisienne du Travail , (l'UGTT), créée en 1946 par Farhat Hached.

La branche politique et idéologique, quant à elle, est représentée au départ par le Parti Communiste Tunisien (le PCT) apparu au cours des années 20 du siècle dernier et qui a mené le combat politique aux côtés du Parti Destourien, lors du mouvement de libération nationale, mais qui a été interdit après l'indépendance (1963). La nouvelle gauche apparaîtra justement après cette interdiction. Ainsi, le mouvement « Perspectives » et plusieurs autres groupes de gauche vont animer la scène politique et s'opposer au parti au pouvoir, depuis les années 70 jusqu'à nos jours : (El Amel Ettounsi, devenu Parti Communiste Ouvrier de Tunisie (PCOT, portant actuellement le nom de Parti du Travail), la Chôla devenue l'actuel Parti des Patriotes Démocrates Unifiés (PPDU), le Parti Socialiste de Gauche (PSG). Plusieurs autres groupes sont apparus au cours de cette période, mais ils n'ont pas tenu longtemps, comme le Groupe Marxiste Léniniste de Tunisie (le GMLT), le Mouvement Démocratique de Masse (le MDM), le Rassemblement Socialiste Progressiste (le RSP). Il faut surtout mentionner que la gauche a particulièrement joué un rôle décisif dans l'animation et le renforcement des principaux mouvements de la société civile tunisienne (le mouvement étudiant (l'UGET), le mouvement syndical ouvrier (l'UGTT), le mouvement féministe (l'ATFD, l'AFTURD) le mouvement des droits de l'homme (La LTDH et la Section d' Amnesty Tunisie), le mouvement artistique et culturel, (La FTCC, la FTCA, l'ATPC, la Ligue des écrivains libres etc...)

Les trois principaux mouvements- Réformiste, Islamiste et Gauche socialisante- ont participé, chacun à sa manière et selon sa propre vision politique et idéologique, aux luttes de libération nationale et aux efforts de construction des institutions de l'Etat National Indépendant. Le pouvoir de direction politique de ces luttes revenait principalement au mouvement moderniste réformiste. Les deux autres mouvements participaient eux aussi à la lutte, mais plutôt comme forces d'appoint et d'assistance.

(1) SadeK Jalel El Azm : Texte de la conférence donnée à Berlin en 2013, sous le titre : « La Laïcité et la Question Religieuse », rapportée par le site Qantara Pour le Dialogue avec le Monde Islamique. <https://ar.qantara.de/node/11612>. 2013

Mais le fait vraiment regrettable et fort dommageable, aussi bien pour les mouvements eux-mêmes que pour leur peuple, c'est qu'il n'y ait jamais eu de véritable débat démocratique et de véritable dialogue direct entre eux. Leurs rapports étaient toujours conflictuels, chaotiques et d'exclusion mutuelle. Ils s'affrontaient souvent violemment et dans tous les domaines : culturel, politique et

social. Les moments d'éclaircies et d'ententes étaient rares et éphémères (Rencontre Bourguiba et Thaalbi en 1937, rencontre Bourguiba et les Cheikhs de la Zitouna pour l'élaboration du Code du Statut Personnel, parrainage du Parti Destourien des premières cellules du Mouvement de la Tendance Islamique (MTI), signature en 1988 du Pacte National, expérience du « 18 Octobre », et finalement l'expérience du Dialogue National). Ces moments de répit et de dialogue furent tellement courts et effleuraient si légèrement les problèmes en litige qu'ils ne pouvaient constituer de véritables moments de débat démocratique ou de compromis mûrement réfléchi et engageant durablement les protagonistes en présence.

Aujourd'hui, et après le grand tournant historique de 2011, les trois mouvements sont de nouveau face à face, mais dans des conditions historiques et géopolitiques totalement différentes. Le nouveau contexte de la démocratie naissante change complètement la donne. Les rapports de force entre les trois protagonistes sont en plein bouleversement. Une redistribution des cartes est en train de se jouer sous nos yeux. Les obstacles qui se dressaient auparavant et qui bloquaient la voie du dialogue sont en train de tomber. La mise en place d'un parlement démocratiquement élu, d'une constitution qui garantit les libertés fondamentales du citoyen, la levée des entraves vis-à-vis des droits d'expression, d'opinion et d'association ainsi que tant d'autres mesures républicaines qui permettent le déroulement d'un débat national ouvert à tous les courants et à tous les citoyens, sans exclusive ni interdits ; toute cette panoplie de mesures annonce une nouvelle ère de démocratie, jamais connue auparavant. Le décor étant ainsi bien mis en place, c'est aux acteurs en présence de nous montrer leurs véritables intentions vis-à-vis des aspirations de leur peuple et leurs dispositions réelles à agir pour la concrétisation des promesses qu'ils ont toujours proclamées haut et fort.

Une fois donc les conditions d'un débat vraiment démocratique réunies, se pose alors la question de savoir si un tel débat peut aboutir à un compromis historique possible entre les trois mouvements (ou au moins entre deux d'entre eux)? Et ce compromis est-il une obligation pour les protagonistes en présence ou une simple option ? Ensuite et dans tous les cas de figure, quels seraient les principaux axes, aussi bien idéologiques que politiques, autour desquels pourrait se concocter un tel compromis ?

Mais avant de tenter de répondre à ces questions, essayons d'abord d'identifier de façon plus précise quels étaient les obstacles majeurs qui se dressaient devant un véritable débat démocratique avant l'avènement du grand bouleversement de 2011 ?

1/ Un premier obstacle est dressé par les effets d'interférences et de brouillages extérieurs causés par les ingérences et les agressions violentes perpétrées par les puissances coloniales étrangères. Les pays de la région ont été l'objet de toutes les convoitises et toutes les enchères pour leurs richesses naturelles et leur position stratégique, et ce, depuis l'Expédition Napoléonienne en Egypte en 1798. Depuis lors, les guerres de colonisation n'ont fait que se succéder : Annexion de l'Algérie, le 14 Juin 1830, instauration du régime de Protectorat en Tunisie en 1881 et au Maroc le 30 Mars 1912, Mandat sur la Syrie et le Liban le 25 Avril 1920. Cette première vague d'annexions va être accompagnée d'une rude et âpre résistance qui va elle-même s'amplifier et donner naissance aux mouvements de libération nationale. Après de grandes souffrances et des sacrifices énormes, ces pays sont arrivés enfin à arracher leur indépendance politique (indépendance de la Syrie et du Liban reconnue officiellement le 3 Janvier 1944, indépendance de la Tunisie le 20 Mars 1956, le Maroc le 7 Avril 1956, indépendance de l'Algérie en 1961).

Malgré les indépendances acquises, les guerres vont se succéder sans répit : Guerre de Suez 1956, Guerre de 6 Jours de Juin 1967, Guerre du Kippour en Octobre 1973, Invasion du Liban 1982, Première Guerre du Golfe 1991, Deuxième Guerre du Golfe 2003, Agression israélienne contre le Liban 2006, déclenchement du mouvement révolutionnaire en Tunisie 17 Décembre – 14 Janvier 2011, début de la guerre civile en Libye et en Syrie 2011, proclamation de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (l'EII, Daech) en 2012, déclenchement de l'agression saoudienne contre le Yémen en 2014, et la tragédie continue encore, en Syrie, en Irak, au Yémen et en Libye. Certes de telles conditions de guerres nationales et de guerres civiles qui se succédaient sans relâches ni répit ne pouvaient aucunement être propices au dialogue et au débat démocratique !

2/ Le deuxième obstacle qui se dressait devant un tel débat relevait du monopole du pouvoir exercé, après l'indépendance des pays, par un seul mouvement politique parmi les trois. La Tunisie, comme d'ailleurs la totalité des pays arabes, adoptait le régime politique du parti unique et ne tolérait pas l'expression libre des opinions et la participation de l'opposition à la gestion des affaires de l'Etat. Cette situation a été aggravée par la pratique systématique d'une politique de répression et de terreur, imposée par des lois scélérates et liberticides : les libertés fondamentales sont piétinées, les droits élémentaires des citoyens ne sont pas respectés, les opposants qui osent protester sont arrêtés, torturés et jetés en prison, suite à des procès iniques. Le culte du leader est érigé en système de gouvernance et une politique de minorisation du peuple imposait un asservissement et une crétinisation généralisés. Cette rigidité manichéenne interdisait tout échange normal entre les différents acteurs présents sur la scène publique. Le cercle vicieux de la répression versus résistance ne peut enfanter que douleurs et désolation et non pas confiance et coopération.

3/ L'obstacle le plus difficile à surmonter, le plus complexe et le plus pernicieux, est celui relevant des interdits endogènes et se développant à l'intérieur des mouvements eux-mêmes. Gaston Bachelard parlerait alors d'obstacles épistémologiques. On parlerait aussi de blocages idéologiques et culturels, inhibiteurs et paralysants. Les membres de ces mouvements s'enfermaient dans leurs systèmes référentiels propres et refusaient toute ouverture ou toute tolérance vis-à-vis des autres systèmes. Chacun se croit seul détenteur de la vérité absolue et de la cause juste alors que les autres seraient dans l'erreur et l'égarement. Les échanges se réduisaient au rejet mutuel, aux invectives et aux jugements de condamnation sans appel. Chaque camp jetant sur l'autre l'anathème et l'opprobre.

La situation étant ainsi obstruée et bloquée, tout travail de déblocage et de déblayage du terrain nécessitait un effort collectif intense, difficile, patient et courageux. Et nous estimons que l'expérience tunisienne du « Dialogue National », entreprise lors de la crise de la transition démocratique en 2013 et 2014, a bien montré que relever un tel défi n'est pas impossible.

L'histoire aussi bien ancienne que récente nous offre bien des expériences de compromis très riches et fort édifiantes. Nous en citerons quelques unes à titre d'exemples : Comme l'expérience du compromis contracté par le Prophète Muhammad et la tribu de Qureich, avec laquelle il était en guerre, et connu sous le célèbre nom de « Solh El Houdeibya », compromis contracté en l'an six de l'hégire et stipulant un pacte de paix entre les deux camps. Dans la même période et toujours avec le Prophète musulman Muhammad qui engagea un compromis avec la communauté juive de Médine, pacte consigné dans la célèbre Sahifa de Médine et qui organisa la coexistence des communautés au sein de la ville, malgré leurs différences ethniques, culturelles et religieuses. Omar Ibn El khattab

suivit l'exemple du Prophète et contracta, lui aussi, lors des premières années de l'expansion de l'Islam, des compromis avec les chrétiens de Palestine et de Syrie. Pendant les Croisades, plusieurs traités de compromis, similaires, ont été signés aussi entre les musulmans et les chrétiens.

L'Histoire récente est aussi riche d'exemples de compromis. Ainsi, Lénine innova en matière de compromis économique en concoctant un mélange inédit entre l'économie de marché de type capitaliste et l'économie planifiée de type socialiste telle que présentée dans sa nouvelle politique économique, la NEP, en Mars 1921. Antonio Gramsci (2) fut le théoricien attitré du concept de compromis historique développé dans ses « Cahiers de Prison » et appliqué pendant les années soixante-dix par Enrico Berlinguer chef du Parti Communiste Italien avec Aldo Moro, chef du Parti de la Démocratie Chrétienne. Au Liban et après la guerre civile, on a aussi un autre exemple de compromis historique dans les accords de Taef (Arabie Saoudite) partageant les pouvoirs de l'Etat libanais entre les trois principales communautés : le Législatif pour les Chiïtes, l'Exécutif pour les Sunnites et la Présidence de la République pour les Chrétiens. Les accords d'Oslo, entre les palestiniens et les israéliens, peuvent être aussi considérés comme un exemple de compromis historique, (mais malheureusement ce compromis historique n'a pas été respecté par Israël, sinon il aurait constitué une paix des braves entre les protagonistes d'une crise qui n'a que trop duré).

S'inspirer de tels exemples de compromis et en tirer les leçons appropriées est nécessaire pour débloquer la situation actuelle dans nos pays et leur ouvrir la voie vers la gestion pacifique des conflits et l'accès au progrès, au développement et à la modernité.

Dans le même ordre d'idée, et en s'inspirant toujours des expériences de l'histoire, mais sur un autre registre, l'excellent travail de l'historienne américaine Gertrude Himmelfarb, intitulé « Chemins vers la Modernité » (The Roads to Modernity, The British, French and American Enlightenment) publié à New York en 2004 (3), montre bien qu'il n'y a pas de voie royale unique menant vers les Lumières, le Progrès et la Modernité. Ainsi, la voie britannique de la Révolution est différente de celle adoptée par la Révolution Française ou celle suivie par la Révolution Américaine. Nous ajouterions que les révolutions socialistes, aussi bien Russe que Chinoise, ont frayé d'autres voies, aussi originales et aussi concluantes pour passer de l'état d'une société féodale et arriérée à une société moderne et développée. Les sociétés arabes et la société tunisienne sont en train de frayer leurs propres chemins vers la Liberté et les Lumières. La longue marche est entamée. Elle sera longue, douloureuse, mais elle aboutira en fin de compte à faire avancer les pays de la région vers un avenir meilleur. Le train de cette Révolution a pris au cours du grand bouleversement de 2011 un nouvel élan, plein de promesses et annonciateur de la naissance d'une nouvelle ère.

(2) Jalila Ammami : « Le Culturel et le Politique dans la Pensée de Gramsci ». Première Edition publiée par : Art de l'Edition. Rue Mokhtar Attia, Tunis. Tunisie. 2016-

(3) Gertrude Himmelfarb : « The Roads to Modernity: The British, French, and American Enlightenment. Edition: Alfred A. Knopf, New York. 2004

Selon l'historienne américaine citée ci-dessus, ce qui a fait l'originalité et la raison de la réussite des trois révolutions, britannique, française et américaine c'est que chacune d'elle portait sa propre vision de la Modernité, son propre projet de construction du futur : La Révolution Britannique s'inscrivait dans l'orbite idéologique d'une « Sociologie de la Vertu » élaborée et conceptualisée à la fois par le philosophe John Locke et l'économiste Adam Smith. C'est une Révolution Ethique qui professe les valeurs de l'Action et du Travail, du pragmatisme positiviste et de la justice sociale. Elle se dresse contre le fatalisme et les inégalités sociales générées par les inégalités des répartitions des richesses. L'historienne la qualifie de Révolution de la Vertu.

La Révolution Française, c'est la Révolution de la Raison. Elle aspirait à mettre la Raison au poste de commandement. Elle se dresse contre le pouvoir absolu de la monarchie, de l'arbitraire et de la seule sacro-sainte volonté du Prince. Le pouvoir doit se plier aux règles de la Loi, du Droit. Le droit n'est pas d'origine divine. Affirmer une telle assertion est un pur mensonge, une vulgaire supercherie mystificatrice. Le Droit et la Loi sont le produit du travail de la Raison Humaine. Les architectes de la Révolution Française sont, d'une part, Voltaire et Jean Jacques Rousseau, chantres de la lutte pour l'égalité des hommes et le libre arbitre du citoyen, et d'autre part, Montesquieu et Diderot, chantres du droit positif et de l'esprit encyclopédiste. Ils luttèrent tous pour la liberté, le rayonnement des Lumières et de la Science ; contre la servitude, l'ignorance et l'obscurantisme.

La Révolution Américaine professe, quant à elle, une nouvelle conception de l'action politique et de la gestion des affaires publiques, les affaires de la Cité. Les instigateurs de la Révolution Américaine voulaient fonder la Nouvelle République sur une Nouvelle Base : La Liberté. L'un de ces leaders, Thomas Jefferson, rédigea en 1774 un rapport destiné aux délégués de Virginie du Premier Congrès Continental où « il insistait sur le principe du choix libre des citoyens de leurs représentants comme fondement du pouvoir républicain ». L'idéal de Liberté est partagé et défendu par la majeure partie des philosophes et des écrivains américains : John Adams, Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, James Madison et Georges Washington.(4)

La Révolution Russe a trouvé dans l'œuvre des socialistes aussi bien français, allemands, que russes sa théorie phare et sa boussole. Ces références ont permis aux révolutionnaires russes de mener à la victoire la première révolution socialiste au monde. Ils ont ainsi permis aux peuples de la Grande Russie de mettre un terme à l'une des tyrannies les plus arriérées et les plus barbares que l'humanité ait jamais connue. C'est ainsi qu'ils ont forcé le destin et frayé un chemin inédit et original vers le progrès social et économique et marqué d'un sceau indélébile l'histoire moderne de l'humanité.

(4) Claude Fohlen : « Les Pères de la Révolution Américaine. » Editions Albin Michel France 1989

La Longue Marche de la Révolution Chinoise et les concepts de Démocratie Nouvelle ; d'alliance entre la paysannerie, le prolétariat et la bourgeoisie, (les classes qui composent le peuple révolutionnaire) ; d'encerclement des villes par les campagnes ; de concept de guerre du peuple et d'autres innovations, aussi bien théoriques que pratiques nées du mariage réussi entre la sagesse millénaire confucéenne du peuple chinois et la philosophie occidentale moderne, consignés dans la ligne politique du Parti Communiste Chinois, toutes ces contributions n'ont jamais cessé d'étonner le monde et nous forcer à admirer et à applaudir le génie et la créativité de ce peuple et les dirigeants de sa révolution victorieuse.

Comme les pays ou les nations, les religions n'ont pas, elles aussi, suivi la même voie royale pour s'adapter à la Modernité. Chacune d'elles a eu son propre itinéraire et sa propre expérience historique :

Dans une étude sur le rapport du judaïsme avec la démocratie moderne, Martine Cohen nous enseigne que : « Les textes de la tradition juive et ses mythes fondateurs ont été lus selon des interprétations variables, en fonction des références privilégiées. Certaines de ces références ont offert à plusieurs lecteurs, juifs ou non juifs, des ressources et un imaginaire pour élaborer les fondements d'une idée démocratique. » Elle enchaîne : « Dans l'histoire concrète des Juifs, on a vu que l'expérience de minoritaire a pu nourrir autant des aspirations de rébellion, à la lutte contre la domination, qu'à la recherche d'une alliance avec les pouvoirs en place, notamment dans les périodes d'antisémitisme violent de la part des masses. » (5)

Ainsi le peuple juif a toujours interprété ses textes religieux de manière très pragmatique. Selon les impératifs et les contraintes des situations et des contextes et selon les rapports de force du moment. Il épousa les couleurs, tantôt des rebelles et des contestataires, tantôt des hommes au pouvoir et des vainqueurs, dans un comportement reflexe d'ultime défense et de lutte pour la survie. Et nous avons aujourd'hui dans l'Etat Hébreux un exemple typique qui tout en se fondant sur un exclusivisme religieux exacerbé est parvenu à se doter des institutions étatiques républicaines et démocratiques les plus solides et les plus modernes de la Région du Moyen Orient et du sud de la méditerranée. L'expérience est contestée, mais elle mérite qu'elle fasse l'objet d'analyses et d'études approfondies, tellement elle est riche de leçons et d'enseignements inédits.

L'accommodation du Christianisme à la modernité, la laïcité et la démocratie, avait connu, elle aussi un chemin tortueux, long et difficile. Les différentes églises et leurs ouailles n'ont pas suivi les mêmes itinéraires. Les catholiques et les orthodoxes ont opposé une résistance et un rejet plus farouches et plus durables que les protestants. Les crimes et les sauvageries des inquisiteurs, au Moyen Age, ne le disputaient en rien aux pires barbaries du nazisme, du fascisme, ou des atrocités commises aujourd'hui par El Qaida ou Daech. Le clergé n'a lâché prise que sous la forte pression idéologique, politique et militaire des nouvelles classes dominantes de la société capitaliste moderne, la bourgeoisie et la classe ouvrière. Et si aujourd'hui il existe des Partis Démocrates Chrétiens qui respectent volontiers les lois de la République et les règles de la Démocratie, c'est justement à la suite d'une longue et douloureuse lutte qui a duré au moins cinq siècles.

L'Islam est la dernière des religions monothéistes à engager sa marche historique vers la Modernité. La première rencontre a été rude et violente, puisqu'elle s'est opérée sous les canons de l'Armée de Napoléon lors de son invasion de l'Egypte. L'Empire Islamique de l'époque, l'Empire Ottoman était en pleine décomposition. C'était l'Homme Malade. Les capitales du monde musulman,

jadis illustres lieux de cultures et de sciences, s'enfermaient de plus en plus dans la torpeur paralysante du dogmatisme, du conformisme et tant d'autres formes de conservatisme. L'ijtihad n'est plus de mise. Le fanatisme et le traditionalisme d'Abou Hamed El Ghazali et Taqi Ad dine Ahmad Ibn Taymiyya enfermaient les esprits dans l'intolérance, la prédominance de l'esprit d'inquisition et le rejet de toute velléité critique. Tout effort de réflexion rationnelle ou philosophique est considéré comme une pure hérésie, une déviation du droit chemin.

Au début du Dix neuvième siècle l'éveil de l'Islam commença à s'annoncer par une douloureuse prise de conscience de la gravité de la crise par laquelle passe la Umma Islamia et son état d'arriération par rapport à l'Occident conquérant. On commença alors à se pencher sur les causes et les raisons de ce retard. Méhémet Ali s'empara du pouvoir en Egypte, mettant fin au chaos laissé par l'expédition de Napoléon et les conflits causés par les Mamelouks. Il engagea le pays sur la voie de la modernisation et des réformes. Il entreprit, entre autres, la réforme de l'enseignement et envoya plusieurs délégations d'étudiants pour poursuivre leurs études supérieures dans les Universités européennes, et c'est parmi eux que vont se recruter les élites de la Renaissance Arabe qui va s'étendre tout au long du dix-neuvième siècle et la première moitié du vingtième siècle. On assista au même éveil réformiste en Tunisie au milieu du dix-neuvième avec Kheireddine Ettounsi, Ibn Abi Dhiaf et Mohamed Bayrem. Ces leaders réformistes, aussi bien en Egypte qu'en Tunisie, ont engagé des réformes profondes dans l'enseignement religieux aux Universités d'El Azhar et de la Zitouna et créèrent les écoles modernes qui enseignaient les sciences, les langues étrangères, la civilisation et la philosophie, etc..., à l'instar des écoles modernes françaises ou britanniques.

Le mouvement d'éveil islamique a entamé au dix-neuvième siècle et la première moitié du vingtième un profond et prometteur travail de réforme de la Charia en essayant de la débarrasser de plusieurs idées et interprétations rétrogrades et moyenâgeuses. Sadek Jalel El Azm en cite les plus importantes, à savoir :

1/ La séparation entre la religion et la politique et la question de la sécularisation du pouvoir et des institutions de l'Etat

2/ La question de la discrimination négative à l'encontre de la femme

3/ La question de la liberté de conscience et le traitement réservé aux Mortaddines (les musulmans qui quittent l'islam et qui épousent une autre foi ou deviennent athés)

4/ La question des houdouds (le code pénal de la charia qui appelle par exemple à couper la main du voleur ou à la dilapidation de celui ou celle qui a commis l'adultère, etc..)

5/ La ségrégation entre musulmans et dhimmis (les communautés religieuses non musulmanes vivant en terre d'Islam)

6/ Les appels à la violence et à la guerre contre les non-musulmans

Ce sont là quelques unes des problématiques qui ont été abordées par les réformistes de la Renaissance, comme Rifaa Tahtaoui, Ali Abderrazik, Kacem Amine, Tahar Haddad, El Kawakibi, Etc... Ils sont aujourd'hui repris et approfondis par les courants progressistes de l'islam politique avec lequel le compromis historique est tout à fait possible.

Mais Ce qui a manqué au mouvement révolutionnaire des peuples arabes, depuis les premiers balbutiements de leur résistance aux agressions coloniales étrangères, jusqu'aux derniers grands bouleversements de 2011, c'est de s'inscrire, à l'instar des exemples cités ci-dessus, dans une grande vision sociétale et culturelle porteuse de valeurs universelles, dépassant les limites d'un simple combat nationaliste, menée pour une seule communauté ethnique, une seule culture ou une seule religion. Une vision qui serait une contribution à l'enrichissement du patrimoine éthique et culturel de l'humanité toute entière. Et quelle que soit la noblesse et la grandeur des valeurs et des principes éthiques et politiques des mouvements de libération et de construction nationales, ils restent malgré tout cantonnés dans le localisme culturel et l'égoïsme identitaire national. Leur participation à l'œuvre humaine universelle reste réduite et tout à fait partielle.

Une approche rétrospective historique, critique et comparative de l'éveil des peuples du monde arabe au cours des trois derniers siècles montre malheureusement un tel vide idéologique et indique sans aucune ambiguïté l'échec de nos élites des trois mouvements à s'élever à ce niveau qualitatif d'humanisme universel. Comme l'ont été les élites des autres nations, citées en exemples. Lequel de nos leaders ou de nos philosophes ou de nos stratèges militaires a été à la hauteur d'un Voltaire, d'un Jefferson, d'un Lénine, d'un Mao ou d'un Mahatma Gandhi ?

(5) Martine Cohen : « Les Juifs et l'idée de démocratie : entre ressources des traditions religieuses et expériences historiques. » Article publié dans le livre collectif sous la direction de Mohamed Chérif Ferjani : « Religion et Démocratisation en Méditerranée. » Editions Nirvana, Tunis, 2016

Certes on ne peut qu'être fier de notre Emir abdelkader, de notre Abdelkerim Khattabi, Omar El Mokhtar, Nasser, Ben Bella, Michel Aflak, Bourguiba et Arafat et tant d'autres chefs, comme on peut être fier de nos intellectuels réformistes et révolutionnaires, comme Tahtaoui, Afghani, Kawakibi, Kheireddine Tounsi, Taha Hussein, Tahar Haddad, Aboukacem Chabbi, Mahmoud Darouiche, Adonis et la liste peut être allongée,...Mais malheureusement aucun de ces illustres noms ne s'est hissé au rang des immortels cités plus haut. Et ce serait de la pure vanité de prétendre le contraire.

Les leçons de l'histoire nous apprennent que rien n'est impossible. Nos élites peuvent et doivent relever le défi de combler le vide théorique dont souffre le vigoureux mouvement révolutionnaire de nos peuples. Ils doivent se rendre compte que le talon d'Achille du grand bouleversement de 2011, c'est cette absence de boussole théorique, de feuille de route idéologique et politique qui indiquerait la voie à suivre. Et c'est ce manque qui a permis à toutes les forces contre-révolutionnaires intérieures et extérieures de se liguer ensemble et de se ruer sur le mouvement, afin de l'étouffer dans l'œuf ou du moins bloquer sa marche et le dévoyer. Ils y ont malheureusement réussi pour une grande part. Mais ils ne parviendront jamais à en éteindre l'étincelle.

La graine a été semée et la matrice généreuse de nos peuples la protégera jalousement. Elle fleurira et portera ses fruits malgré toutes les intempéries et les avanies possibles. C'est ainsi que

la Révolution Française a été au bout du compte victorieuse, malgré toutes les trahisons, toutes les restaurations, et tout l'acharnement de ses multiples adversaires. Toutes les autres révolutions, britannique, américaine, russe ou chinoise ont connu de terribles difficultés, mais elles ont toutes fini par vaincre.

Le mouvement révolutionnaire du printemps arabe est un mouvement historique irréversible. Rien ne l'arrêtera, et les revers connus aujourd'hui en Syrie, en Irak, au Yémen et en Libye sont des revers certes rudes, douloureux et injustes mais, ils constituent le baptême du feu et le prix à payer pour notre liberté et notre dignité. Nos peuples ont déjà consenti à le payer. Avec courage, générosité et esprit de sacrifice. A nos élites, aujourd'hui, de s'élever à la hauteur de ces sacrifices consentis et à assumer leurs responsabilités historiques en fournissant les efforts nécessaires pour engager un véritable débat d'idées, aussi bien théoriques que pratiques, susceptibles de doter notre Grande Révolution de la Grande Théorie Révolutionnaire dont elle a impérieusement besoin, dans le même esprit d'universalité, d'humanisme et de Lumière des grandes expériences révolutionnaires citées ci-dessus.

Les événements dramatiques vécus au cours des cinq dernières années par l'Egypte, le Yemen, l'Irak, la Syrie et la Libye ont montré, avec suffisamment de preuves, le véritable visage rétrograde et contre-révolutionnaire d'une grande partie des mouvements islamistes : les Frères Musulmans, les salafistes de tout bord, Hizb Ettahrir, le Mouvement Wahabite, l'EIL et la Qaida ainsi que leurs multiples ramifications. Ils ont enseveli à jamais le slogan fallacieux : « l'Islam est la Solution ». Ces faits sanglants ont éliminé une partie de l'Islam Politique d'une possible participation au glorieux chantier qui se dresse devant les avant-gardes des peuples arabes pour inscrire leurs empreintes indélébiles sur la page de l'histoire de l'humanité. Ainsi, aucun compromis historique ne peut être contracté avec eux. Ils se sont placés par eux-mêmes dans le camp de la contre-révolution. Les rapports avec eux ne peuvent être que des rapports de lutte et de combat.

Par contre, il y a des exceptions au tableau. Elles concernent les « islamistes progressistes » ou islamistes de gauche, les islamistes modérés et les islamistes prêts à s'adapter à la démocratie et au progrès. Avec ces courants, aujourd'hui minoritaires, le débat démocratique et le dialogue franc et sincère peut s'engager et l'option d'un compromis historique peut être envisagée. Renouer avec un Islam tolérant, ouvert à la démocratie et à la modernité, n'est pas une simple question de concession tactique, mais une option stratégique de longue durée dictée par l'étendue et la profondeur historique de la culture musulmane dont est imprégné notre peuple. Traiter cette question complexe et délicate, avec la rigueur et le sérieux qu'elle mérite est une exigence vitale pour accomplir notre difficile et laborieuse tâche d'enfantement de la théorie guide de notre Révolution.

Il faut essayer d'aider et tendre la main à ces courants islamiques progressistes pour qu'ils s'unissent et forment un mouvement démocrate musulman, à l'instar du mouvement démocrate chrétien ou du mouvement laïc juif. Le projet de créer une coalition tripartite composée du courant de la gauche socialisante, du courant démocrate de la bourgeoisie nationale et d'un courant démocrate musulman n'est pas un projet chimérique ni une simple vision de l'esprit. Il ne serait en réalité que l'expression d'un bloc historique composé par les trois classes composant le camp de la Révolution, à savoir la classe ouvrière, la paysannerie et la bourgeoisie nationale.

Ce projet est, lui-même, conditionné par la mise en marche du grand chantier relatif à la naissance ou du moins à la gestation avancée de la vision globale d'une théorie phare de la Révolution Arabe, à portée universaliste. Nos élites engagées dans les combats libérateurs de leurs peuples sont les premières concernées pour relever un tel défi et accomplir une telle tâche. Et si la Révolution Britannique avait pour enseigne la Vertu, la Révolution Française la victoire de la Raison et la Révolution Américaine levant haut la bannière de la Liberté, nos peuples à nous se sont tous dressés pour défendre une valeur humaine aussi universelle et aussi noble qu'est la valeur de la Dignité. Le slogan phare des masses dans toutes les capitales et les villes arabes était : « Pain, Liberté et Dignité » La dignité humaine pour tous. Pourquoi une telle valeur ne serait-elle pas l'enseigne de notre Révolution et le chant de ralliement de tous les combattants pour la libération de nos peuples. Elle serait ainsi notre contribution nationale à la Modernité et au progrès de l'Humanité. A l'égale de la Vertu, la Raison, la Liberté et la Justice Sociale.

En conclusion, nous pouvons déjà affirmer que les bouleversements profonds qui secouent nos peuples et nos pays sont l'annonce d'une nouvelle ère historique irréversible. Elle sera principalement l'ère de la récupération de notre Dignité aussi bien individuelle que collective. Dignité longtemps bafouée par le colonialisme et par la dictature et le despotisme. Nous avons lutté contre le colonialisme et nous avons réalisé de grands progrès dans la réalisation de notre souveraineté et de notre dignité nationale, mais le chemin n'est pas encore terminé. Nos terres sont encore occupées. Nos richesses sont encore spoliées. Nos volontés sont encore asservies. L'ère qui s'ouvre devant nous doit être l'ère de la récupération totale et intégrale de notre Dignité Nationale, sur tous nos territoires, nos richesses et nos destins.

Nous avons aussi lutté contre le despotisme et la dictature pour défendre nos libertés et nos droits en tant que citoyens et nous avons réalisé des progrès énormes sur la voie de la récupération de notre Dignité citoyenne et individuelle. Mais il nous reste encore beaucoup de chemin à faire pour assurer la garantie de l'intégralité et de l'inviolabilité de cette dignité durement acquise. Pour assurer cette marche des forces démocratiques et progressistes vers plus d'acquis et de réalisations, il faut œuvrer dur pour instaurer entre elles un climat de dialogue et de débat démocratique susceptible de les renforcer et de les unir dans un front national et démocratique en mesure de diriger nos peuples et nos pays vers plus de prospérité, plus de modernité et plus de démocratie. Les trois mouvements qui composent notre paysage politique sont devant ce défi historique : Mener à bien et à terme la lourde tâche d'édification et de construction des institutions républicaines vraiment modernes et vraiment démocratiques.

MARSIT Mohamed Habib

Tunis le 25 Septembre 2016